

“Comprendre le XXe Congrès du Parti Communiste Chinois” - 15 novembre 2022

Avec : Valérie Niquet, Alice Ekman, David Ownby (à distance) et Stéphane Malsagne (modération)

Rédaction du compte-rendu : Martin Bottinelli

Le 15 novembre, nous avons eu le plaisir de recevoir, dans les locaux de l'Ecole Normale Supérieure, **Valérie Niquet, Alice Ekman, David Ownby** (à distance) et **Stéphane Malsagne** (modération) pour un nouveau Mardi du Grand Continent. La discussion portait sur le XXe Congrès du Parti Communiste Chinois¹.

Stéphane Malsagne, rappelant le contexte dans lequel s'est tenu le dernier Congrès, propose trois échelles de lecture pour essayer de l'aborder. Celle d'un Parti, marqué par l'avènement d'un chef tout-puissant à sa tête, Xi Jinping, suite à une modification de la constitution de 1982 qui lui a permis de prolonger son mandat. Celle d'un pays, à la société, l'économie et la culture fragilisées par un pouvoir toujours plus coercitif. Celle d'une diplomatie, volontariste et ce malgré la guerre en Ukraine, luttant contre les Etats-Unis pour le leadership économique et militaire, engendrant ainsi des tensions, cristallisées autour de Taïwan. Le XXe Congrès du PCC a su également créer la surprise : que dire des membres nommés au Comité du Parlement du Bureau Politique ? Comment interpréter l'éviction dramatisée de Hu Jintao, encore objet de toutes les conjectures ? Quel degré, en somme, de continuité, ou de rupture, représente ce dernier Congrès ?

David Ownby évoque en premier lieu la façon dont l'opinion chinoise perçoit le Congrès. La lecture des médias chinois - hors organes de presse officiels - ne livre à son propos que peu d'informations ; il faut se pencher sur des productions d'intellectuels établis hors de Chine ou de médias étrangers pour en savoir davantage sur cette réunion. Il s'agit là, pour l'auteur des [doctrines de la Chine de Xi Jinping](#) dans les colonnes du *Grand Continent*, d'un symptôme de l'impossibilité de « commenter, en Chine, ce qui se passe en Chine » : le Congrès semble être devenu « tabou ». C'est là aussi un signe de la consolidation du totalitarisme chinois, à rebours de laquelle s'affirment des évolutions de fond de la société chinoise, comme la croissance d'une classe moyenne susceptible, à terme, de ne plus tolérer l'autoritarisme du Parti.

Si les Congrès, qui se suivent et se ressemblent, donnent d'après **Valérie Niquet** une impression de « répétition éternelle », le régime, toujours plus opaque, reste difficile à déchiffrer. Il en va de même pour l'opinion publique, censurée, certes, mais également indifférente, dans une certaine mesure. Cette indifférence pourrait cependant masquer un « bouillonnement de la société chinoise » qui s'exprimerait de façon détournée - les mobilisations des habitants de Shanghai contre les mesures COVID en sont un exemple -. Et Xi Jinping, bien qu'il s'impose comme un dirigeant autoritaire et plénipotentiaire grâce à sa maîtrise de l'outil militaire ou à sa domination de l'appareil du Parti, ne répond pas à ces problèmes que

¹ Cette question fait écho à la première partie de *Politique de l'interrègne* (GEG, Grand Continent, éd. Gallimard), disponible [ici](#).

traverse la société : en témoignent ses récentes concessions sur le crédit immobilier. Cette absence de réformes sociales est de surcroît couplée à l'omniprésence d'une « sauce idéologique », exploitée par un Parti dont on peut mettre en doute les convictions fondamentales.

S'appuyant sur les trois niveaux d'analyse évoqués par **Stéphane Malsagne**, **Alice Ekman** souligne un grand ensemble de facteurs de continuité entre le XXe Congrès et le précédent :

- *À l'échelle du Parti* : celui-ci ne cesse de gonfler (96 millions de membres aujourd'hui) et de consolider sa centralité (voir, à ce sujet, une analyse du rapport présenté aux membres du Congrès, [disponible dans nos colonnes](#)). Xi Jinping redouble d'efforts pour le mettre au pas, en faisant la promotion des méthodes dites de « l'autorévolution » et de l'autocritique, mécanismes de surveillance mutuelle très efficaces - d'autant qu'ils se basent aujourd'hui sur les nouvelles technologies -. Selon **Alice Ekman**, Xi Jinping fait ainsi reposer le PCC sur le triptyque « autorévolution, discipline et idéologie ». À propos de cette dernière, elle n'est pas qu'un « bric-à-brac » : s'il est vrai que les idéologues du Parti travaillent à une « sinisation du marxisme » - en faisant la promotion, par exemple, d'un « communisme à caractéristiques chinoises pour la nouvelle ère » -, les efforts qu'ils déploient en matière de renouvellement idéologique sont plus que du simple « marketing ». En témoignent la consolidation de la position de Wang Huning au sein du parti au cours du dernier Congrès, ou l'idéologisation progressive de l'appareil économique. L'État, de fait, reprend en main les secteurs du loisir et de l'immobilier, et le Parti renforce le poids de ses cellules au sein des entreprises.
- *À l'échelle du pays, de sa société, de son économie* : Xi Jinping renforce la lutte contre ce qu'il nomme le « culte du profit, l'hédonisme et le nihilisme historique ». Il lance, à ce titre, des opérations de « recadrage » des pratiques de consommation, quitte à susciter des oppositions. **Alice Ekman** soutient d'ailleurs, sur la base d'études sociologiques, que si la classe moyenne chinoise est bien en plein essor et qu'une partie d'entre elle peut être portée par des velléités libérales, ses liens avec le parti et la peur qui l'anime - peur liée aux pratiques de surveillance mutuelle et à l'existence des plateformes de dénonciation - l'empêchent, pour l'heure, de porter ostensiblement ces revendications. L'idéologie pénètre également l'économie : dans les processus décisionnels chinois, les priorités politiques priment sur les objectifs de croissance. L'entrée en vigueur de la loi sur la sécurité à Hong Kong en 2020 ou l'application sévère et systématique de la politique « zéro COVID » à Shanghai sont des exemples de gestes politiques assumés, qui surprennent des acteurs économiques qui optent de plus en plus pour la délocalisation.
- *À l'échelle internationale* : le voyage de Xi Jinping en Indonésie à l'occasion du G20 - l'un de ses premiers déplacements internationaux depuis le COVID - est à l'image de l'activisme déployé par une Chine qui prétend consolider son statut diplomatique à l'international. Cherchant à s'affirmer comme une grande puissance mondiale, elle déploie, à l'ONU, une « stratégie de coalition » afin de faire pression sur les organes de l'AG, tout en maintenant des relations privilégiées avec la Russie et les autres

grandes puissances. À l'échelle régionale, la Chine cherche à développer un « cercle d'amis » rassemblé autour d'un discours commun fondé sur des valeurs alternatives.

L'évocation de ces lignes de force de la [doctrines Xi](#) donne l'occasion à **Stéphane Malsagne** de souligner que des pratiques désormais institutionnalisées, comme le culte de la personnalité, étaient auparavant condamnées. En tant qu'historien, il rappelle également que la nature totalitaire du régime chinois est aujourd'hui l'objet de vifs débats.

Au sujet de l'éviction dramatisée de Hu Jintao, événement marquant du XXe Congrès, **David Ownby** dit avoir ressenti, comme tout le monde, de la peine pour un homme souffrant à qui personne n'a tendu la main. L'absence de réaction de la part de Xi et de ses hommes traduit selon lui l'ampleur du pouvoir qu'a sur eux le secrétaire général du PCC. Mais cette influence n'est peut-être pas de la même envergure au sein de la société, et la lecture des intellectuels chinois le montre : il existe un fossé entre la langue officielle du parti et la langue des échanges courants. En Chine, « tout le monde est bilingue », selon **M. Ownby**.

Valérie Niquet souligne l'ambiguïté liée au caractère public de cet événement : si la presse officielle n'a pour l'heure pas insisté dessus, il s'est toutefois déroulé lors d'une séance ouverte à la presse étrangère. Revenant sur l'idéologie officielle du PCC, **Mme Niquet** la qualifie d'instrument de « survie du parti ». Dès 2012, Xi Jinping fait référence à la chute de l'URSS, et en attribue la cause à l'absence de personnes disposées à « mourir pour elle ». On comprend ainsi que sa politique autoritaire est animée par une volonté de sauvegarde du régime. Cette reprise en main « à l'ancienne » surprend cependant une part non-négligeable de la jeune population chinoise qui a grandi dans une atmosphère relativement libérale ; ce « retour en arrière » risque de potentiellement fragiliser la légitimité du Parti.

Alors que **Stéphane Malsagne** montre que l'épisode de violence à l'égard de Hu Jintao révèle qu'en RPC la primauté absolue revient au Parti, **Alice Ekman** interprète cette scène comme un symbole de la rupture entre l'ère incarnée par l'évincé, et l'ère Xi Jinping, dont l'idéologie qui la caractérise rappelle, toutes proportions gardées, l'époque maoïste. Il ne s'agit pas pour autant d'une rupture nette, puisque le Parti comme les médias officiels continuent à faire référence à Hu Jintao et à ses travaux. Mais cet épisode marque une prise de distance avec le « pragmatisme » de la Chine, avec une époque où le développement économique primait sur la stabilité politique. La promotion tous azimuts de la pureté idéologique va dans ce sens, au même titre que l'affirmation d'un discours anti-occidentaliste, diffusé par les canaux de la « diplomatie des loups guerriers ».

Dans cette même perspective, **Stéphane Malsagne** souligne que le dernier rapport du Congrès marque une radicalisation des positions chinoises sur Taïwan et dans sa relation avec les Etats-Unis. **David Ownby** abonde en ce sens, en affirmant que si Xi Jinping a bien pour projet de reprendre Taïwan, l'enlisement que connaît la Russie en Ukraine peut éventuellement retarder son projet. Il est, de plus, entouré de « *yes men* », qui sont, pour Xi Jinping, autant des soutiens que des ennemis en puissance, si ce dernier en venait à modifier son agenda politique.

La question taïwanaise est, selon **Valérie Niquet**, un facteur de continuité dans l’histoire de la Chine depuis 1949 : la RPC exige que la République de Chine lui revienne, alors même qu’elle ne lui a jamais appartenu. Dernièrement, les relations entre le Parti et le Kuomintang sont traversées par de grandes tensions, ravivées par les initiatives martiales chinoises qui visent à « crédibiliser la menace ». La guerre en Ukraine, véritable démonstration de force des Etats-Unis et de l’Europe sur les plans du soutien militaire et financier, constituerait toutefois pour la Chine un « retour du principe de réalité » : l’Occident est encore puissant . **Valérie Niquet** montre d’ailleurs que la rhétorique anti-OTAN de la presse officielle chinoise ne se traduit pas dans les faits : la Chine, bien qu’elle continue à acheter le gaz russe, n’apporte pas de soutien militaire à Vladimir Poutine. Cela va dans le sens des efforts de Xi Jinping pour normaliser ses relations avec les grandes puissances, avec qui il a pu directement dialoguer au G20.

Selon **Alice Ekman**, il est difficile de reprendre des analyses liées au conflit russo-ukrainien pour déchiffrer les tensions sino-taïwanaises : la Chine n’a pas besoin de la Russie pour définir sa stratégie, et la série des sanctions prises par le monde occidental contre le Kremlin sont, comme en témoigne le rapport du dernier Congrès, une invitation pour la Chine à renforcer son « auto-suffisance ». Il s’agirait donc d’envisager sérieusement une « mondialisation entre amis », d’après les termes de Janet Yellen.